



EPA ORSA

Département Achats et Marchés - Grand
Paris Aménagement

MARCHÉ PUBLIC
MARCHE DE TRAVAUX

Marché de travaux pour la petite serre, équipement en Réemploi - Relance

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

Date limite de remise des plis

Lot 1 : 25-14056

Lot 2 : 25-14057

Lot 3 : 25-14058

Lot 4 : 25-14059

Lot 5 : 25-14060

Lot 6 : 25-14061

08 septembre 2025 à 12 : 00

Procédure de passation

Procédure adaptée ouverte

(Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique)

1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **EPA ORSA**, représenté par Frédéric Moulin Monsieur le Directeur Général qui assure la maîtrise d'ouvrage.

Représenté par Grand Paris Aménagement

Adresse et coordonnées :

Département Achats et Marchés – EPA ORSA

EPA ORSA

EPA Orly Rungis Seine Amont

2 avenue Jean Jaurès

Choisy-le-Roi

94600

Téléphone : 01 40 04 66 00

Courriel : serviceachats@grandparisamenagement.fr

Site internet : <https://www.epa-orsa.fr/>

■ Description de la prestation :

Le présent marché porte sur la construction d'une petite serre en réemploi sur la commune d'Ivry-sur-Seine.

L'objet des prestations est détaillé dans le CCTP.

Code CPV	Libellé CPV
	Lot 1
45000000	Travaux de construction
	Lots 2 et 3
45420000-7	Travaux de menuiserie et de charpenterie
44230000-1	Charpenterie pour la construction
	Lot 4
39100000-3	Mobilier
	Lots 5 et 6
45330000-9	Travaux de plomberie
45311000-0	Travaux de câblage et d'installations électriques
45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation

■ **Caractéristiques principales du contrat :**

	Objet du contrat	Marché de travaux pour la petite serre, équipement en réemploi - Relance
	Acheteur	EPA ORSA
	Type de contrat	Marché ordinaire à prix forfaitaires
	Structure	<p>Lot 1 : Fondation gros œuvre VRD Résidentialisation</p> <p>Lot 2 : Charpente couverture MOB</p> <p>Lot 3 : Menuiseries extérieures</p> <p>Lot 4 : Aménagement intérieur mobilier</p> <p>Lot 5 : Electricité</p> <p>Lot 6 : Chauffage Ventilation Plomberie</p>
	Lieu d'exécution	Ivry-sur-Seine
	Délai d'exécution	<p>Lot 1 : Fondation gros œuvre VRD Résidentialisation : 6 mois</p> <p>Lot 2 : Charpente couverture MOB : 6 mois</p> <p>Lot 3 : Menuiseries extérieures : 6 mois</p> <p>Lot 4 : Aménagement intérieur mobilier : 6 mois</p> <p>Lot 5 : Electricité : 6 mois</p> <p>Lot 6 : Chauffage Ventilation Plomberie : 6 mois</p>
	Développement durable	Les délais d'exécution ci-dessus excluent la période de préparation
	Variation des prix	Clause sociale - Clause environnementale
	Nature des prix	<p>Révisables (formule)</p> <p>Prix forfaitaires</p>

■ **Allotissement et structure de la consultation :**

La consultation est décomposée en six lots :

Lot 1 : Fondation gros œuvre VRD Résidentialisation
Lot 2 : Charpente couverture MOB
Lot 3 : Menuiseries extérieures
Lot 4 : Aménagement intérieur mobilier
Lot 5 : Electricité
Lot 6 : Chauffage Ventilation Plomberie

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ **Procédure de passation :**

Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

■ **Dossier de consultation :**

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire de chaque lot ;
- L'acte d'engagement de chaque lot ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) des généralités communes à tous les lots et les CCTP de chaque lot et leurs annexes ;

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard **5 jours** avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ **Visite sur site _ local de stockage de matériaux sourcés à ce jour :**

Le pouvoir adjudicateur organise une **visite du local** où sont entreposées les ressources en possession de la MOA et utiles au projet (cf. fiches ressources dans le DCE).

Cette visite est facultative mais vivement encouragée afin que l'entreprise puisse apprécier l'ensemble des contraintes éventuelles, pour la remise de son offre. Cette visite aura lieu dans la matinée du :

02 juillet 2025. (L'heure de visite sera précisée quelques jours avant).

à l'adresse suivante :

10 passage du Four, 94 200 Ivry-sur-Seine

Les candidats doivent obligatoirement effectuer une prise de rendez-vous par mail et dans les conditions suivantes.

Personnes à contacter : chloe.gentet@bellastock.com

Le point de rendez-vous sera le suivant : 10 Passage du Four, 94 200 Ivry-sur-Seine

Il ne sera répondu à aucune question par le représentant de l'EPA ORSA ou le MOE pendant la visite. Les éventuelles questions devront être posées ultérieurement via la plateforme PLACE. Par ailleurs, la visite indiquée ci-dessus est unique, il ne sera pas mis en place d'autres visites, même sur demande.

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Ce délai de 180 jours est renouvelé automatiquement en cas de négociation et court à compter de la date de réception de l'offre négociée.

■ **Communication et échanges d'informations par voie électronique :**

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : [https://www.marches-publics.gouv.fr/..](https://www.marches-publics.gouv.fr/)

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ **Réponse et groupement :**

En cas d'attribution du contrat à un groupement, l'acheteur se réserve la possibilité d'imposer la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Il est interdit de présenter pour le présent marché, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements. Si un candidat contrevient aux interdictions susvisées, ses candidatures seront rejetées sans être étudiées.

■ **Variantes :**

Les **variantes** à l'initiative des entreprises ne sont pas autorisées.

■ **Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) :**

Des **prestations supplémentaires éventuelles (PSE)** sont exigées par l'acheteur pour les candidats du lot 4, dans les conditions suivantes :

PSE	Descriptif
Lot n° 4 Mobilier complémentaire	Fourniture de mobilier complémentaire pour la serre et l'espace pédagogique selon les termes du CCTP du lot 4 et des recommandations architecturales précisées dans les annexes du CCTP.

La PSE doit obligatoirement être chiffré par les candidats.

■ **Contenu des plis et conditions de participation :**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Situation juridique	
Pouvoir	<i>Pouvoir de signature de la personne habilitée à engager la société (document attestant la qualité de gérant de l'entreprise ou délégation de pouvoir de l'un des dirigeants)</i>
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration individuelle du candidat ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances)</i>
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances)</i>
Déclaration sur l'honneur	Une déclaration du candidat et du membre du groupement indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du CCP
Capacité économique et financière	
Chiffre d'affaires	<i>Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles</i>
Attestation d'assurance	<i>Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.</i>
Capacité technique et professionnelle	
Déclaration d'effectifs	<i>Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.</i>
Références de travaux similaires, notamment en réemploi	<i>Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.</i>
Qualifications professionnelles	<i>La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation)</i>
Niveaux minimums de capacité exigés (qualifications professionnelles)	

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

A l'appui de leur offre, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	Acte d'engagement complété et signé électroniquement (format PAdES, XAdES, CAdES)
Attestation de visite de site	L'attestation de visite de site complétée et signée (visite obligatoire)
DPGF	<i>Décomposition du Prix Global et Forfaitaire PDF et Excel</i>
Mémoire technique	<i>Le mémoire technique comportera les éléments permettant de juger l'offre au regard des critères et sous-critères de la valeur technique indiqués à l'article 4 du présent règlement.</i>

■ **Modalités de remise des offres :**

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Grand Paris Aménagement DJF-DAM – Département Achats et Marchés 11 rue de Cambrai - Bâtiment 033 75945 PARIS Cedex 19 Pli pour la consultation : Marché de travaux pour la petite serre, équipement en réemploi - Relance NE PAS OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire de manière électronique. **Toutefois, il est fortement recommandé aux candidats de soumettre leur proposition signée.**

Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat

ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

■ Remise des offres électroniques :

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

4. JUGEMENT DES PROPOSITIONS

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
1. Prix (40 %)	Prix analysé sur la base de <u>la DPGF</u>
2. Valeur technique (60 %)	Valeur technique
Organisation du candidat pour la réalisation de ce chantier : Note sur 15 %	Le candidat précisera les moyens humains et matériels mis en œuvre, et le savoir-faire. Les liens envisagés avec le représentant de la maîtrise d'ouvrage pour optimiser au mieux la communication et les prises de décision, la coordination avec les autres prestataires.
Méthodologie d'intervention et organisation du chantier : Note sur 20 %	<p>Le candidat précisera :</p> <ul style="list-style-type: none">• Sa compréhension du projet• La méthodologie apportée pour son exécution (études et mise en œuvre)• Les moyens mis en œuvre pour y répondre• Les moyens de stockage et d'organisation vis à vis des matériaux de réemploi
Délais d'intervention : 5 %	<ul style="list-style-type: none">• Le candidat précisera les dispositions prises pour respecter le planning fourni au DCE
Qualité environnementale du chantier : 5 %	<ul style="list-style-type: none">• Le candidat précisera les dispositions prises pour respecter la qualité environnementale du chantier en termes de gestions des nuisances et d'optimisation de la production de déchets et d'économie d'énergie
Réemploi : 10%	<ul style="list-style-type: none">• Le candidat précisera dans un dossier « Réemploi » les matériaux et produits de réemploi envisagés, les protocoles techniques et les prestations associées, en précisant notamment la qualité et l'origine des matériaux. Il précisera la méthodologie envisagée pour le sourcing pour les matériaux non issus du chantier, le suivi des procédures qualité, la traçabilité, la préparation et l'interface avec les autres lots concernés par le réemploi
Fiches techniques : 5 %	<ul style="list-style-type: none">• Le candidat précisera dans un dossier « fiches techniques » des matériaux, des produits et des prestations envisagés, en précisant notamment la qualité et l'origine des matériaux.

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixée dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation et négociation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande négociation.

■ **Régularisation des offres :**

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

■ **Offres anormalement basses :**

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

■ **Négociations :**

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations écrites ou orales dans les conditions suivantes :

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et/ou économique des offres initiales, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et/ou financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Pour chaque lot, les négociations seront engagées avec les **3 offres les mieux classées** (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres conformes) à l'issue de l'analyse des offres initiales (financière et technique) donnant lieu à un premier classement. Les candidats en seront avisés par écrit.

Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. **Les négociations seront conduites de manière dématérialisée sur le profil acheteur exclusivement.** Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit au travers d'un compte rendu. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

■ **Justificatifs à fournir par l'attributaire :**

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	- Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales

Document	Descriptif
Certificat de régularité sociale	- Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard **10 jours** avant la date limite de remise des plis leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. La réponse est adressée au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de Melun
43 rue du Général de Gaulle
Melun
77008 Melun Cedex

Téléphone : 01 60 56 66 30
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr
Télécopie : 01 60 56 66 10
Site internet : melun.tribunal-administratif.fr

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'àuprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du regroupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

- [Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
- [Formulaire candidats \(DAJ\)](#)
- [Médiateur des entreprises](#)

